

Millennia 2015

Femmes actrices de développement pour
les enjeux mondiaux

***Atelier: Éducation, Recherche,
Formation et e-learning***

Liège, Samedi 8 Mars 2008

Éducation, Recherche, Formation et e-learning au Maroc

Pr. Laila KJIRI

Professeur

*à l'École Nationale Supérieure d'Informatique et d'Analyse des Systèmes,
Université Mohammed-V Souissi, Rabat, Maroc*

Introduction

- Pour la première fois, le **concept genre** a été introduit au Maroc vers la fin des années 90 avec le Plan d'Action National pour l'Intégration des Femmes au Développement (objectif: adopter et institutionnaliser l'approche genre dans l'ensemble des politiques et des mécanismes nationaux)
- **Réforme du système législatif 2003-2004**
- **Contexte marocain caractérisé ces dernières années par:**
 - ❑ la démocratisation et l'élargissement de la participation des acteurs sociaux à la vie économique et sociopolitique du pays;
 - ❑ une meilleure prise en compte des attentes du mouvement des femmes et de la société civile, dans le domaine des droits humains et de l'égalité hommes/femmes;
 - ❑ l'intégration de l'approche genre qui est un des plus grands défis pour l'agenda de développement durable, à la fois pour les institutions et les organisations de la société civile au Maroc;
 - ❑ l'adoption d'une pratique de discrimination positive : plusieurs institutions marocaines se sont engagées sur des actions de natures diverses, tels que le quota politique, la parité sociale, l'accès des femmes aux postes de responsabilité dans le but d'appliquer le principe « à compétence égale, chance égale ».

Analyse genre du système législatif **avant** sa réforme 2003-2004

- au niveau du **code de la famille**, la femme était placée sous tutelle (tutelle du père ou d'un membre mâle de sa famille, tutelle du mari, autorisation du père ou d'un membre mâle de sa famille pour conclure un acte de mariage) ;
- le **code du travail** contenait certaines discriminations homme/femme notamment en matière de type d'emploi et de salaires ;
- pour la pratique des activités commerciales, le **code du commerce** prévoyait, avant son amendement, des dispositions qui privaient la femme mariée de la pratique des activités commerciales sans l'accord de son mari ;
- en **matière pénale**, les circonstances atténuantes étaient accordées au seul mari en cas de meurtre ou coups et blessures sur la personne de son épouse adultère ou sur son partenaire ;
- au sujet de **l'État civil**, la mère et le père n'étaient pas mis sur le même pied d'égalité pour déclarer une naissance;
- en matière de **nationalité**, la mère ne pouvait donner la nationalité marocaine qu'à l'enfant né d'un père inconnu quel que soit son lieu de naissance ou d'un père apatride, avec naissance au Maroc.

Analyse genre du système législatif après sa réforme 2003-2004

- l'abolition de la règle qui soumettait la femme, au titre de la « Wilaya » dans le mariage, à la **tutelle** d'un membre mâle de sa famille;
- l'égalité entre la femme et l'homme en ce qui concerne **l'âge du mariage**, fixé à 18 ans;
- la définition du **divorce** comme une dissolution des liens du mariage que le mari et l'épouse exercent, sous contrôle judiciaire;
- la soumission de la **polygamie** à l'autorisation du juge et à des conditions légales qui la rendent difficile;
- la défense des **droits de l'enfant** et la préservation de son droit à la reconnaissance de paternité en cas de non formalisation du mariage;
- la révision du **code du travail** a permis d'introduire des amendements relatifs aux droits des femmes concernant :
 - ❑ la consécration, pour la première fois, du principe de non-discrimination, y compris en matière d'emploi, de salaires;
 - ❑ la référence, pour la première fois dans la législation marocaine, au harcèlement sexuel sur les lieux du travail, désormais considéré comme une faute grave ;
 - ❑ l'allongement de la durée du congé de maternité à 14 semaines au lieu de 12.

Éducation au Maroc

les Objectifs pour le Développement

Alphabétisation

Enseignement préscolaire

Enseignement primaire

Enseignement secondaire

Objectifs à l'horizon 2015

- Le Maroc entend respecter son engagement politique de réaliser, à **l'horizon 2015**, les **Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)** fixés lors du sommet du millénaire tenu en septembre 2000; ainsi que les recommandations du Cadre d'action de Dakar, adopté par 164 pays lors du Forum Mondial de l'Éducation, tenu en avril 2000, pour atteindre l'**Éducation Pour Tous (EPT)** et dont les objectifs sont de:
 - ❑ développer la protection et l'éducation de la petite enfance;
 - ❑ généraliser un enseignement primaire de qualité, obligatoire et gratuit en 2015;
 - ❑ promouvoir l'acquisition des compétences de la vie courante pour les adolescents et les jeunes;
 - ❑ améliorer de 50% les niveaux d'alphabétisation des adultes en 2015;
 - ❑ éliminer les disparités entre les sexes avant 2005 et instaurer l'égalité dans l'éducation en 2015;
 - ❑ améliorer la qualité de l'éducation.
- Une réforme du système éducatif a été initiée dont les orientations ont été définies en 1999 par la **Charte Nationale d'Éducation et de Formation (CNEF)**

Alphabétisation

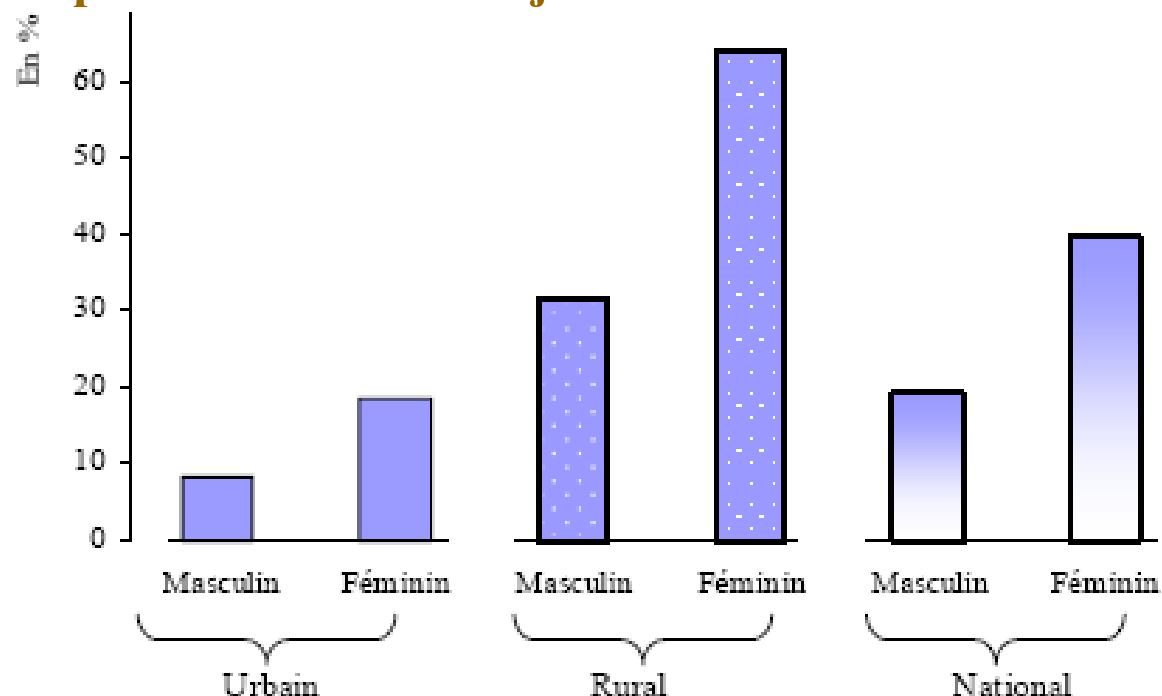
Taux d'alphabétisation pour la période 2000-2004 Comparaisons internationales.

	Adultes (plus de 15 ans)			Jeunes (15 – 24 ans)		
	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
Afrique du Sud	82,4	84,1	80,9	93,9	93,5	94,3
Chili	95,7	95,8	95,6	99,0	98,8	99,2
Egypte	55,6	67,2	43,6	73,2	79,0	66,9
Indonésie	87,9	92,5	83,4	98,0	98,5	97,6
Jordanie	90,9	95,5	85,9	99,4	99,3	99,5
Malaisie	88,7	92,0	85,4	97,2	97,2	97,3
Maroc	50,7	63,3	38,3	69,5	77,4	61,3
Mexique	90,5	92,6	88,7	96,6	96,8	96,5
Philippines	92,6	92,5	92,7	95,1	94,5	95,7
Tunisie	73,2	83,1	63,1	94,3	97,9	90,6
Turquie	86,5	94,4	78,5	95,5	97,8	93,2

Source : Institut de statistique de l'UNESCO (ISU), Montréal, 2005

Analphabétisme

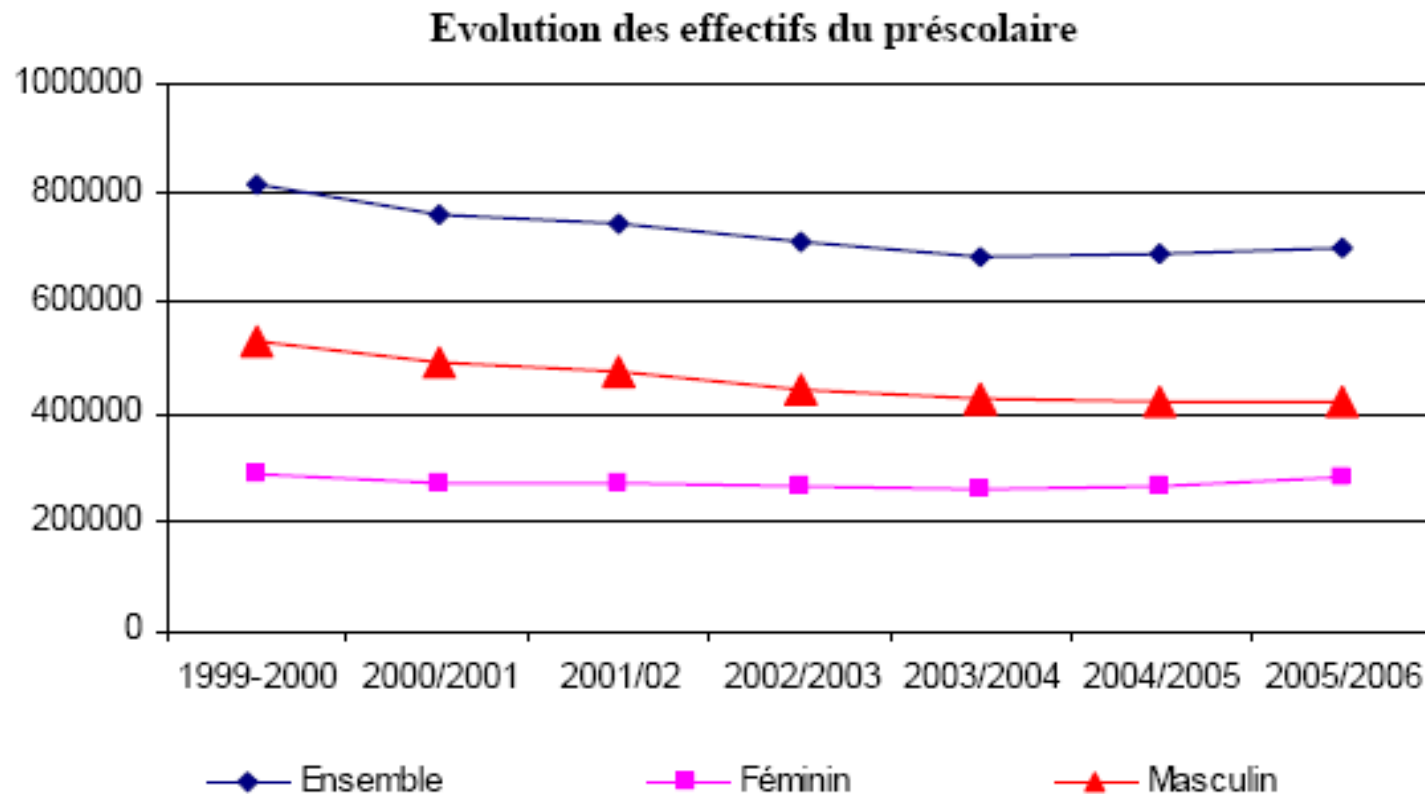
Taux d'analphabétisme chez les jeunes selon le milieu de résidence et le sexe



Source : Recensement Général de la Population et de l'Habitat 2004

Selon les résultats de l'enquête nationale sur l'analphabétisme, la non scolarisation et l'abandon scolaire au Maroc, le taux d'analphabétisme en **avril 2007** est estimé à **38,45 %** pour la **population âgée de 10 ans et plus**, soit **31,38%** chez les hommes contre **46,8%** chez les femmes

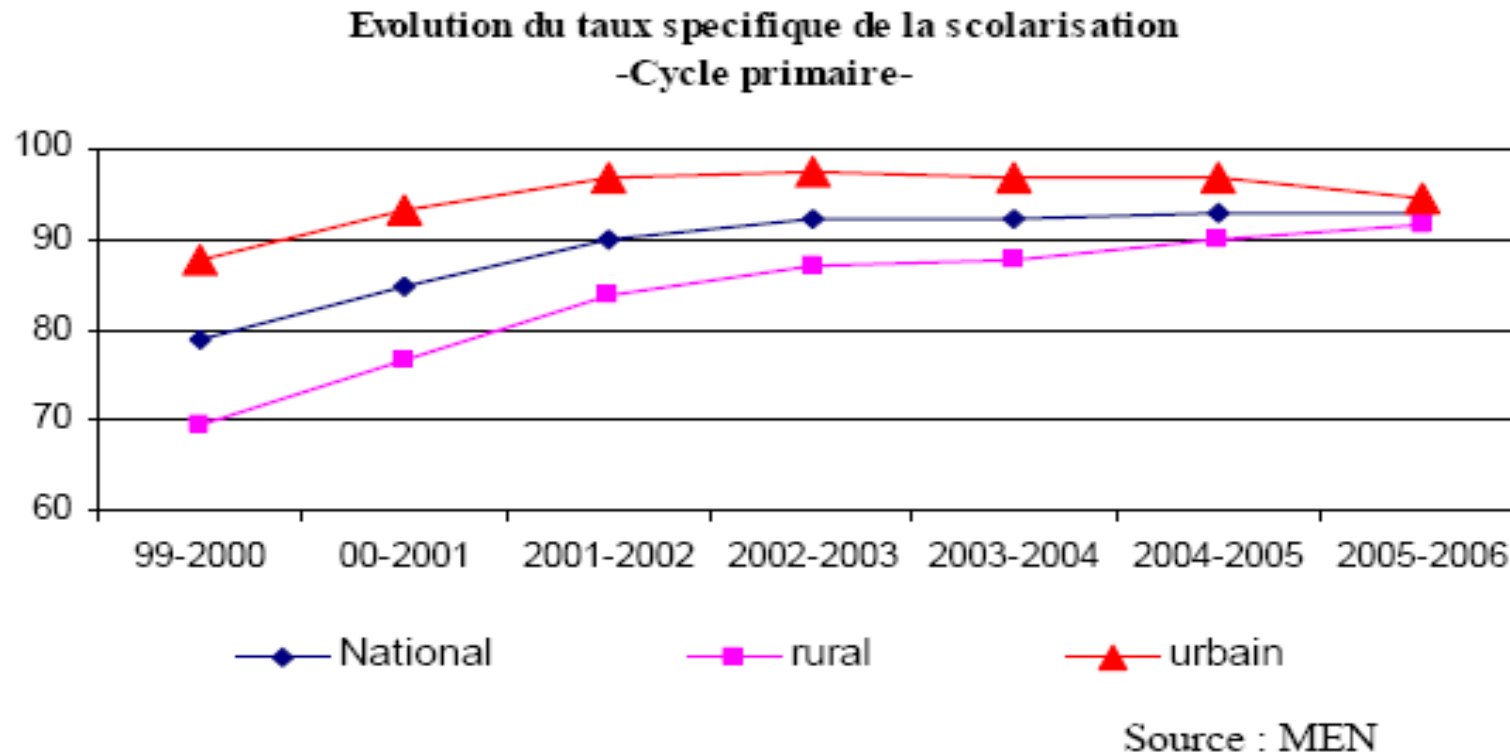
Précolaire



Les taux de scolarisation au préscolaire se situent en 1999-2000 à 55,20 % au niveau national, 67,5 % en milieu urbain et 44,2 % en milieu rural, contre 59,7 % au niveau national et 45,6 % en milieu rural en 2006-2007.

Source: Ministère de l'Éducation Nationale (MEN)

Enseignement primaire

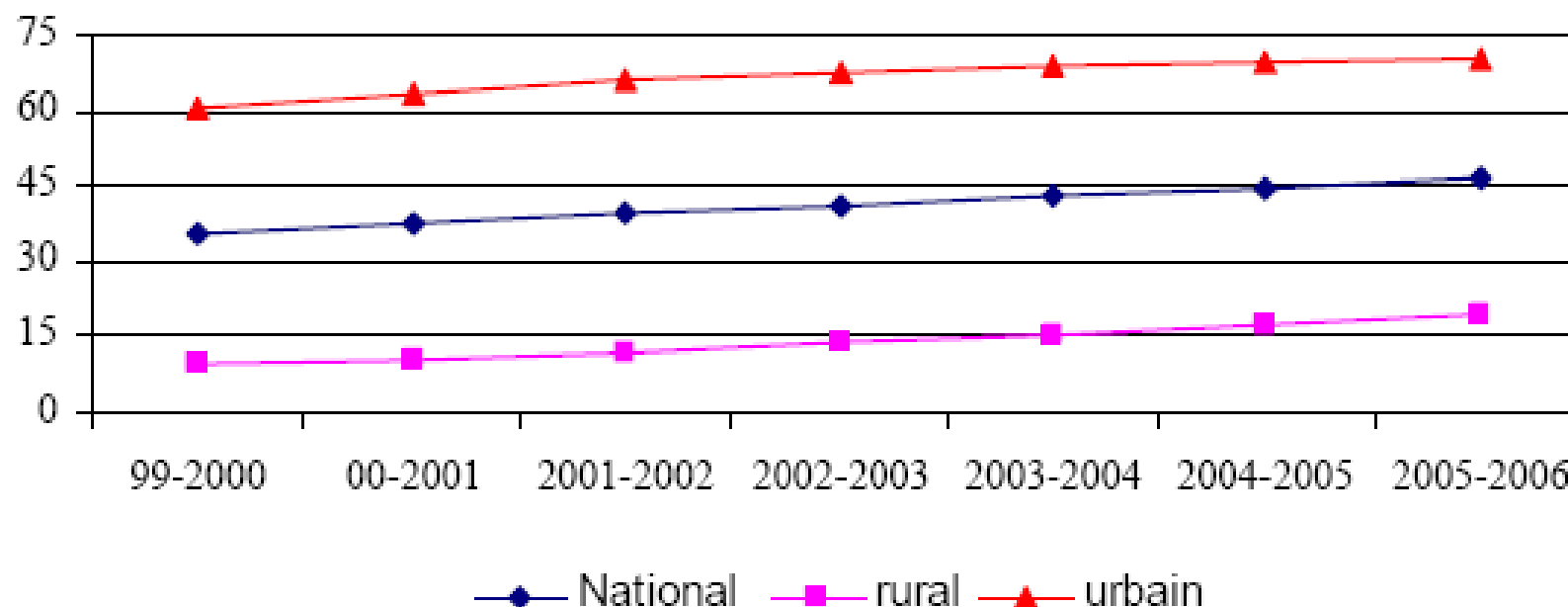


Le taux net de scolarisation des enfants âgés de 6-11 ans est passé de **79 %** en **1999-2000** à **94 %** en **2006-2007**.

Quant au taux de scolarisation des filles, il se situe en **2006** à **88,7 %** au niveau national contre **35,6 %** en **1994**.

Enseignement secondaire

Evolution du taux spécifique de la scolarisation (en %)
-Cycle secondaire qualifiant-



Source : MEN

Les taux nets de scolarisation des jeunes âgés de 15 à 17 ans sont passés au niveau national de **35,4 %** à **48,1 %** entre **1999-2000** et **2006-2007**

Problèmes dans le système éducatif

- **Dépêrditions scolaires demeurent importantes, surtout au niveau de l'enseignement fondamental**
 - ❑ 11,1 % des enfants âgés de 7-15 ans abandonnent l'école. Ce taux atteint 14,9 % chez les jeunes ruraux du sexe masculin
 - ❑ les raisons proviendraient du désintéressement des enfants envers l'école (41,2 %), aussi bien dans le milieu rural que dans le milieu urbain, et du manque de moyens
 - ❑ taux d'abandon important dans la tranche d'âge des 13-15 ans, 33 % des garçons de cette tranche d'âge vivants dans le rural, et 21,4 % des filles, quittent l'école avant terme
 - ❑ déséquilibre ville-campagne, le taux de scolarisation des 16-18 ans n'est que de 4,2 % dans le rural contre 22,9 % dans l'urbain
-

Problèmes dans le système éducatif

- ❑ **L'arabisation:** divers ministres de l'éducation nationale ont eu des approches différentes par rapport à la problématique de l'outil linguistique.
- ❑ **L'unification** du système éducatif n'a pas été réalisée telle qu'elle a été prônée au départ (enseignement privé, enseignement des missions étrangères, enseignement originel enseignement traditionnel (atiq)).
- ❑ **La marocanisation** du personnel enseignant est le seul principe qui ait été appliqué (mal engagée au départ et faite au détriment d'une formation globale et professionnalisante)

Problèmes dans le système éducatif

- **Les impératifs de scolarisation face à la**
 - croissance démographique
 - répartition géographique des populations
 - **La qualification des enseignants**
 - **Les curriculums et les pratiques pédagogiques**
 - **L'équation de la qualité**
 - **L'éradication de l'analphabétisme**
 - **L'articulation du système Éducation – Formation**
 - **La gouvernance du système éducatif et de formation**
-

Résultats en éducation

d'après *Rapport sur le développement de la Région MENA, Banque Mondiale, 2007*

- l'indice qui regroupe les taux nets d'inscription dans l'éducation primaire, secondaire et supérieure reste faible
- l'Indice de Parité entre les Genres (IPG), inférieur à 0,95, et est comparé à celui de Djibouti, Yemen et Iraq
- l'Indice de Responsabilité Publique (IRP) est relativement important. (le Maroc fait preuve d'une plus grande responsabilité publique mais de faibles résultats éducatifs, contrairement à la Tunisie)
- sur 14 pays, le Maroc occupe le 11ème rang
- concernant l'indice du développement humain du PNUD, le Maroc est 126ème sur 177 pays

le gouvernement marocain doit opérer un changement radical de sa politique pour garantir l'éducation pour tous en 2015

Recherche au Maroc

Recherche & Développement

- 15 universités du Royaume en plus d'une vingtaine d'établissements de formation des cadres
- principalement financée par l'État et, accessoirement, par les organismes de recherche publics et privés qui investissent dans la R&D

Recherche au Maroc

- ❑ Malgré l'augmentation importante des ressources allouées, domaine encore très en deçà des exigences de la compétitivité et de l'intégration de la connaissance.

- ❑ Les **points faibles de la recherche** au Maroc :
 - ❑ l'insuffisance des infrastructures de recherche-développement ;
 - ❑ la dégradation des équipements et des laboratoires de recherche ;
 - ❑ l'absence ou la suppression des programmes de formation initiale des chercheurs ;
 - ❑ l'absence de liaisons organiques entre la recherche fondamentale et la recherche-action ;
 - ❑ l'éparpillement des ressources aussi bien humaines que matérielles.

Recherche au Maroc

- Nécessité d'instaurer une loi ou un projet de loi sur la recherche et développement
 - Le domaine de la recherche scientifique doit faire l'objet d'attributions au sein des commissions permanentes du parlement
-

Formation

Formation professionnelle

Formation en ingénierie

Formation dans les Technologies de l'Information

Formation professionnelle

Répartition des stagiaires filles par niveau (2005/2006)

Niveau	Effectif des stagiaires	Dont filles	Taux de féminisation
Spécialisation	33104	16381	50%
Qualification	53997	18481	34%
Technicien	59410	28324	48%
Tech. spécialisé	40090	18823	47%
Total	186601	82009	44%

Répartition des stagiaires par secteurs de formation

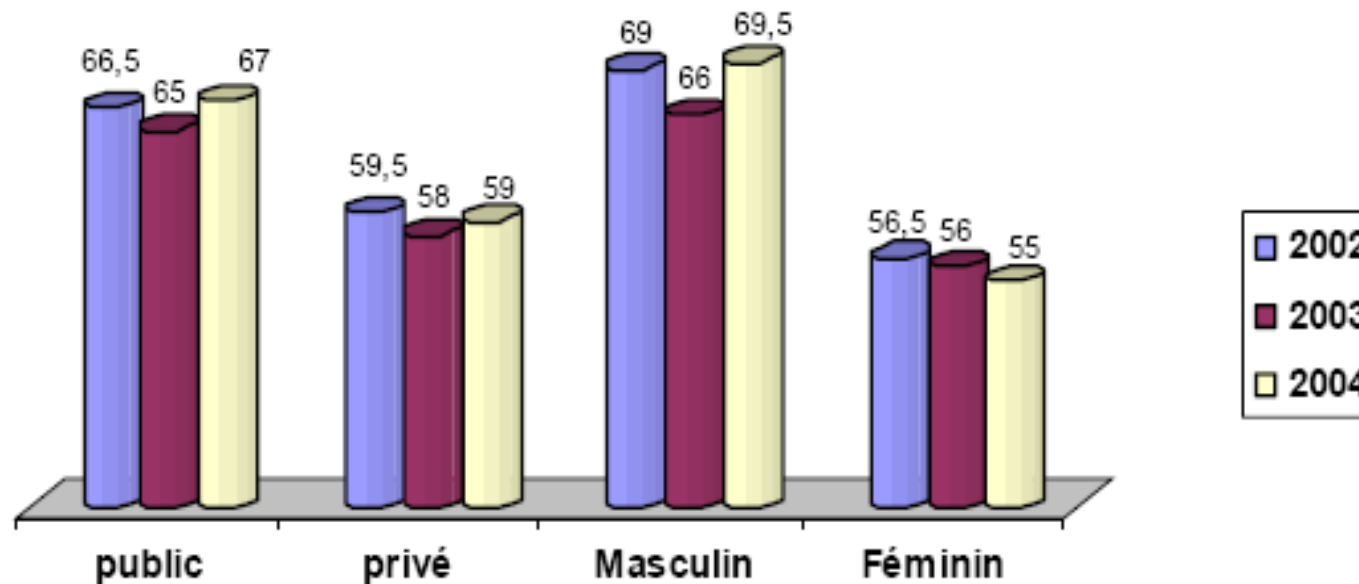
Secteur	Effectif global	Effectif filles	Tx féminisation En %
Santé	5383	4343	81
Textile-confection	14048	10013	71
Artisanat de production	12479	8432	68
Administration-gestion	62827	36272	58
Hôtellerie-tourisme	8843	3778	43
Autres	8442	3499	41
Artisanat de services	31940	12227	38
Agriculture	3064	656	21
BTP	12975	1537	12
IMME	26600	1252	5
Total	186601	82009	44

Source : SEFP

source : Secrétariat d'État chargé de la Formation Professionnelle (SEFP)

Formation professionnelle

Evolution du taux d'insertion à 9 mois



Source : SEFP

Durant la période 2002-2004, le taux d'insertion des lauréats masculins est en moyenne **plus élevé de 11 points** par rapport à celui du sexe féminin. Cette disparité pourrait être expliquée par des facteurs socio-culturels et des stéréotypes des employeurs.

Formation en ingénierie

- ❑ Le nombre d'établissements de formation des ingénieurs est de 24 mais seuls 350 professionnels en conseil et ingénierie.
- ❑ Les **causes principales du faible développement** sont :
 - ❑ le manque de visibilité à moyen et long termes
 - ❑ la faible appréciation de la nécessité du conseil et de l'ingénierie
 - ❑ la fragilité de la capacité financière
 - ❑ le recours très marqué des entreprises aux technologies clés en main et à la fabrication sous licence

Formation en ingénierie

- Actuellement, il y a 4284 ingénieurs et assimilés pour 28 établissements universitaires. Le Gouvernement a annoncé, en 2005, son intention d'atteindre 10 000 ingénieurs et assimilés en 2010 dans le projet « initiative 10 000 ingénieurs »

Les indicateurs sont prometteurs: le besoin d'une ingénierie aidant à mettre à niveau et à moderniser l'appareil national de production est, désormais, identifié par plusieurs milieux gouvernementaux et professionnels.

Formation dans les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC)

- ❑ Les TIC s'imposent comme éléments incontournables dans la problématique de la diffusion de la connaissance.
- ❑ Les TIC couvrent essentiellement les téléphones mobiles, les ordinateurs personnels et l'Internet.
- ❑ Sur le plan de certains indicateurs
 - ❑ le nombre de téléphones mobiles (20 029 300 abonnés en 2007)
 - ❑ en matière d'équipement de la population en ordinateurs personnels (16,3 % en 2006)
 - ❑ Le nombre d'abonnés internet (526 080 abonnés en 2007) (augmentation de 31,6% par rapport à 2006 et de 100,5% par rapport à 2005)

Formation dans les TIC

- ❑ le Maroc enregistre un certain retard en matière de TIC comparativement à des pays comme l'Irlande, la Corée du Sud, le Portugal ou l'Espagne.
- ❑ Pour rattraper ce retard, le Maroc investit dans la généralisation des TIC dans l'enseignement et la formation pour diminuer la fracture numérique. Aussi un plan d'action triennal a-t-il été établi en 2005, **projet GENIE** comporte les principales actions et mesures suivantes:
 - ❑ **mise en place de salles** multimédia, connectées à Internet, dans les établissements scolaires
 - ❑ **formation des enseignants** à une utilisation effective des outils TIC qui seront mis à leur disposition
 - ❑ utilisation de contenus TIC appropriés et validés, ainsi que le **développement de contenus pédagogiques** adaptés à l'enseignement
- Programme de formation « **Internet ça s'apprend** », par l'association **Moroccan Internet SOCIety (MISOC)**, en partenariat avec l'UNESCO et le FNUAP, depuis 2006

E-learning

Formation Ouverte et A Distance
(FOAD)

E-learning au Maroc

- Plusieurs institutions publiques et privées commencent à mieux cerner les avantages que le e-learning apporte aux étudiants et aux salariés.
- Les prévisions à court terme sont l'affectation de 15 % des budgets de formation des entreprises privées aux programmes de formation à distance.
- L'augmentation du nombre de projets FOAD parrainés par le gouvernement laisse envisager une tendance générale à la généralisation des TI dans le domaine de la formation et de l'apprentissage.
- le Ministère marocain des Finances a récemment décidé d'intégrer dans son organigramme un service dédié à la formation à distance.

Programmes et projets en e-learning

- l'Éducation Nationale a mis en œuvre un dispositif technologique, un **système de TéléVision Interactive (TVI)** destiné à dispenser des formations à distance au profit du corps enseignant dans tout le pays
- l'Enseignement Supérieur s'active depuis 2006 à la concrétisation d'un ambitieux projet de **Campus Virtuel Marocain (CVM)**. Ce campus est destiné à fédérer et à mutualiser les ressources des programmes de e-learning dans les universités publiques pour pouvoir développer à terme des cours dispensés à distance pour trois niveaux : licence fondamentale, licence professionnelle, et master spécialisé
- Le programme européen EUMEDIS par des projets de coopération a permis la concrétisation de modules de formation à distance (**Projets Avicenne, Medforist, MedNetU**) 2000-2006 pour l'Université Mohammed-V Souissi

Conclusion

Actions en Éducation

- ❑ Mise en place d'une *Charte nationale d'éducation et de formation*
 - ❑ a permis une démarche participative autour de la définition du nouveau rôle de l'école et l'instauration d'une culture impliquant l'ensemble des acteurs et des forces du pays dans l'appropriation de la problématique de l'école
 - ❑ a permis la traduction des dispositions prévues dans la Charte par un ensemble d'instruments législatifs et réglementaires

 - ❑ Mise en place du *Conseil Supérieur de l'Enseignement*
-

Cinq défis majeurs

- **Un corps enseignant, véritable vecteur du changement**
 - formation, motivation, implication
- **Une qualité totale et un rendement interne conséquent**
 - refonte des curriculums et leur adaptation à l'environnement socio-économique des apprenants, amélioration des espaces scolaires, mise en place d'un système d'évaluation régulière des apprentissages
- **Une gouvernance des services éducatifs et de formation fondée sur un système de management moderne**
 - contractualisation axée sur les résultats, mise en place d'un système efficace de planification, de suivi, d'évaluation et d'ajustement permanent
 - gestion décentralisée de proximité basée sur l'autonomie effective des établissements d'éducation et de formation, sur la rationalisation

Cinq défis majeurs

- **Un système de financement adéquat préservant la démocratisation de l'accès à tous les niveaux d'enseignement**
 - système impliquant le secteur privé, les collectivités locales, la société civile et les ménages
 - politique audacieuse d'encouragement du secteur privé et un système judicieux et juste de recouvrement des coûts

- **Un système d'évaluation externe et un système d'information performants**
 - évaluation externe se basant sur des éléments de comparaison internationaux et se focalisant sur les résultats du système, comme ceux de chaque programme et de chaque classe

Vers une économie fondée sur la connaissance

- **Au niveau du système d'enseignement et de recherche**
 - ❑ développement d'un système d'éducation adapté aux impératifs du progrès scientifique et technologique
 - ❑ renforcement des filières scientifiques et techniques au sein de l'enseignement secondaire
 - ❑ consolidation de l'autonomie de l'université
 - ❑ diversification de ses sources de financement
 - ❑ développement harmonieux des structures de recherche

Initiatives de la société civile

- L'Association Démocratique des Femmes du Maroc (ADFM) a créé un « **pôle de compétence Genre** » dans le but de renforcer, de promouvoir et d'intégrer des initiatives de réflexion, de formation et d'échange dans le domaine de la perspective genre
- Conférence Euromed « **Vers un plan d'action sur le renforcement du rôle des femmes dans la société** », Rabat, Juin 2006
- Formation réalisée par l'association **MISOC**, chapitre marocain de **ISOC** (Internet SOCiety) au profit de 70 femmes détenues en prison et en attente de libération en 2006

Effets attendus des initiatives de la société civile

- Remettre en question certains concepts et certains acquis socioculturels, en revisitant les stéréotypes sur les attributs et les rôles des hommes et des femmes ;
- Déconstruire les préjugés acquis culturellement et reconstruire autrement en changeant les attitudes et les comportements au sein de la famille, dans le cadre du travail, et au sein de la communauté ;
- Réfléchir sur les pratiques en terme d'égalité de genre et apporter des corrections;
- Développer la confiance et l'estime de soi, le respect de l'autre et l'acceptation de la différence ;
- Développer la citoyenneté chez les bénéficiaires qui mettent en place ou luttent pour la mise en place des mesures visant à augmenter la représentativité des femmes à tous les niveaux et instances de leurs institutions ;
- Développer le pouvoir d'action des femmes pour créer des organisations de femmes et des associations professionnelles plus efficaces et plus visibles.

Références bibliographiques

- Rapport mondial de suivi de l'Éducation Pour Tous (EPT) 2003/2004
 - Rapport de la COSEF, Réforme du système d'Éducation et de Formation 1999-2004, Bilan d'étape et conditions d'une relance, COSEF, Juin 2005
 - Rapport du cinquantenaire de l'indépendance du Maroc, rapport thématique, « Systèmes éducatifs, Savoir, Technologies et Innovation », rapporteur Ahmed Lamrini, 2006
 - «La formation genre outil de promotion des valeurs égalitaires : expérience de l'Association Démocratique des Femmes du Maroc ADFM au Maroc », Intervention dans le colloque international « Genre et développement : quels enjeux pour la formation ? », Nabia HADDOUCHE, Février 2006
 - Rapport sur le développement de la Région MENA, résumé analytique, « Un parcours non encore achevé : La réforme de l'éducation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord », Banque Mondiale, 2007
-